

# Halte aux sacs plastiques

Si les premières périodes de l'histoire humaine furent connues par le matériau qui les distinguait : l'âge de pierre et l'âge de bronze, par exemple, notre époque se reconnaît surtout au plastique. Ce dernier a en effet envahi notre univers quotidien, puisqu'il est utilisé dans de nombreuses applications : emballages, construction, sport, véhicules, médecine, etc. Aujourd'hui, s'en passer s'avère difficile d'autant plus que cette omniprésence est due à certaines de ses caractéristiques qui le rendent si demandé, souvent en remplacement d'autres matériaux, tels que les peaux d'animaux, le bois et le métal, dont certains sont très précieux. Il est en effet plus pratique, plus léger et assure une bonne protection des produits. Cependant, et en dépit de ses nombreux avantages, le plastique engendre de multiples dégâts qui en font une cible privilégiée notamment des écologistes.

Le sac à usage unique est sans conteste le produit plastique le plus

retrouver dans les chaînes alimentaires. Ils peuvent aussi bloquer les systèmes de drainage et être à l'origine d'importantes inondations. De plus, brûlés, les sacs dégagent des dioxines, fumées nocives, cancérogènes pour l'homme. Ils seront également, et malheureusement, parmi les déchets que notre génération léguera aux générations futures. Le fait de donner ces sacs gratuitement laisse croire donc qu'ils sont inoffensifs.

Face à la production massive des sacs plastiques à usage unique (on estime entre 500 et 1000 milliards le nombre de sacs en plastique utilisés dans le monde), au gaspillage de ressources et aux nuisances qu'ils occasionnent, le monde se mobilise à travers des lois interdisant leur utilisation ainsi que par la mise en place de taxes environnementales. L'objectif est de réguler cette production à la fois en termes de quantité et de qualité. En même temps, des alternatives sont proposées : des sacs plastiques plus épais

montant de ces taxes n'est généralement pas défini de manière à refléter ces externalités.

Comparativement à une interdiction pure et simple des sacs, qui causerait beaucoup de désagréments aux usages, la taxe est plus souple en ce sens qu'elle laisse au consommateur le choix de l'option qui lui convient. Plus précisément, avec la taxe, le sac reste à la disposition de ceux qui, pour une raison ou pour une autre, ne peuvent pas s'en passer (ceux qui font beaucoup d'achats, ceux qui oublient d'apporter un sac avec eux, ceux qui n'ont pas encore d'alternatives) tout en payant une taxe en conséquence. Avec le temps, même ces derniers peuvent être amenés à trouver des alternatives aux sacs, pour éviter de payer la taxe. Cette incitation continue à l'innovation ; c'est-à-dire à trouver des alternatives au sac plastique, est un autre argument de la supériorité de la taxe environnementale sur la réglementation qui, elle, est basée sur la contrainte.

L'exemple de la taxe irlandaise est très instructif. En effet, depuis 2002, une taxe (PlasTax) de 15 centimes (0, 15 euro) a été appliquée sur chaque sac distribué, ce qui a permis une réduction de 90% des sacs durant la première année. Les commerçants sont chargés de facturer cette taxe aux consommateurs, de la faire apparaître sur le ticket de caisse et de la reverser au fisc. Cette taxe se caractérise par un coût administratif faible, puisque son recouvrement a été ajouté à celui de la TVA ; un impôt qui est déjà en place.

Cette taxe, dont le montant n'est pas assez élevé, laisse donc un fort degré de liberté aux consommateurs en les incitant à adopter des comportements propres sans contraindre tout le monde à s'y soumettre. Elle a par ailleurs été largement acceptée par le public, ce qui n'est pas toujours le cas quand il s'agit des impôts. Elle a aussi permis de générer des recettes de 13 millions d'euros en 2003. Sans la mise en place de tels instruments, notamment les taxes et d'une

Par Henniche Redouane\*

Chacun peut donc s'approprier ce geste de réutilisation, chaque fois qu'il va faire de nouvelles courses. Imaginons en effet des milliers, voire des millions d'individus qui vont adopter cet éco-geste ! Il convient donc de ne pas sous-estimer son effort de réutilisation ; parce que la réutilisation, ne serait-ce que d'un sac par jour, permet d'éviter 300 sacs par an, soit, avec un poids unitaire de 3 grammes, 1 kg de déchets qui seront évités ! Sans doute cela demeure insuffisant, mais l'idée étant de délaisser l'usage de ces sacs et d'éviter le gaspillage.

Il y a aussi des alternatives qui sont issues de la nature comme le couffin fabriqué à partir des matières végétales telles que l'alfa et le doum, qui permettent plusieurs usages grâce à une meilleure solidité ; c'est la solution la plus durable. Ce couffin a, malheureusement, quasiment disparu, à cause justement du sac plastique. Il est donc impératif de puiser dans notre patrimoine culturel ces bonnes pratiques, pour apporter des solutions viables aux problèmes posés par la société de consommation. Le couffin ne doit pas rester un simple souvenir «nostalgique» ; il est à la portée de tous. Dans cette perspective, la campagne de fabriquer et distribuer un million de couffins en alfa aux consommateurs est très séduisante.

Une interdiction des sacs plastiques les plus fins au profit des sacs plus épais sur lesquels une taxe sera appliquée nous semble la solution la plus appropriée, et ce, afin d'inciter à leur réutilisation, à l'utilisation des couffins et d'autres emballages (sacs fabriqués à partir de tissu, de sacs semoule, etc.) et à l'abandon progressif du sac plastique à usage unique ; du moins pour les utilisations dont il existe des alternatives. De telles mesures (interdiction des sacs fragiles et taxe) n'auraient pas de répercussions socio-économiques brutales sur les industriels de ces sacs, qui, parallèle-

**Plus précisément, avec la taxe, le sac reste à la disposition de ceux qui, pour une raison ou pour une autre, ne peuvent pas s'en passer (ceux qui font beaucoup d'achats, ceux qui oublient d'apporter un sac avec eux, ceux qui n'ont pas encore d'alternatives) tout en payant une taxe en conséquence. Avec le temps, même ces derniers peuvent être amenés à trouver des alternatives aux sacs, pour éviter de payer la taxe.**

**Ils sont en effet un danger mortel, par étouffement et/ou étranglement, pour de nombreux animaux terrestres notamment les ruminants et des espèces marines telles que les tortues et les thons, qui les confondent avec leur nourriture.**

visible ; c'est le symbole par excellence de la société de consommation. Tout le monde l'utilise pour faire des courses, parfois même pour un seul produit ; à l'épicerie : un sac pour une tomate et un sac aussi pour un sac de lait, à la pharmacie : un sac pour un médicament. Et ainsi de suite. Le comble, c'est que ce produit jetable est parfois utilisé pour transporter un autre produit plastique qui est lui-même jetable (bouteille d'eau, de limonade, etc.) ; tous les deux ont été conçus pour être jetés ! On estime à 7 milliards par an le nombre de sacs utilisés en Algérie.

Les sacs à usage unique, disponibles par poignées aux caisses des magasins, sont le plus souvent donnés gratuitement, et ce, malgré l'instauration d'une taxe en 2004 sur les sacs importés ou produits localement. Les consommateurs utilisent donc autant de sacs qu'ils le veulent sans conséquence financière. En revanche, les commerçants, qui voient dans cette gratuité un moyen de satisfaire les clients, subissent des pertes substantielles ; certains évoquent des chiffres allant de 20 000 dinars à 40 000 dinars par mois ! De quoi recruter un travailleur par magasin si ces sacs étaient facturés aux clients !

Fabriqués en une seconde et utilisés pour quelques minutes, les sacs plastiques sont vite jetés, après avoir servi pour certains d'entre eux comme sacs-poubelles. Ils prennent une part de plus en plus croissante dans le poids et plus encore le volume des ordures ménagères, et s'ajoutent ainsi aux autres déchets qu'il convient de traiter. Ces sacs à base de pétrole polluent dangereusement et durablement la nature.

Outre la pollution visuelle, les effets néfastes de ces sacs, qui mettent des siècles à se dégrader, atteignent même les mers et les océans ; aucun endroit n'est épargné ! Ils sont en effet un danger mortel, par étouffement et/ou étranglement, pour de nombreux animaux terrestres notamment les ruminants et des espèces marines telles que les tortues et les thons, qui les confondent avec leur nourriture. Les poissons peuvent aussi ingérer les fines particules issues de leur longue décomposition pouvant ainsi se

réutilisables, des cabas réutilisables, des sacs en papier, des sacs en tissu, des sacs compostables fabriqués à base de matière végétale (comme l'amidon de maïs ou de pomme de terre), etc. Ces alternatives ne sont toutefois pas une panacée, et font l'objet de multiples critiques. Citons, à titre d'exemple, le cas du papier qui ne résiste pas à l'humidité. Les industriels du plastique évoquent aussi la difficile reconversion industrielle et s'inquiètent de l'avenir de leur activité.

L'interdiction porte généralement sur les sacs plastiques les plus fins (moins de 30 microns au Kenya, moins de 50 microns en France, par exemple), et peut concerner à la fois leur fabrication, importation, commercialisation et utilisation. La liste des pays où cet emballage est pros crit ne cesse de s'allonger : le Sénégal, le Rwanda, le Gabon, le Cameroun, le Kenya, la Chine, le Mali, le Bangladesh, la Mauritanie, l'Italie, et tout récemment le Maroc et la France sont parmi les pays qui ont choisi cette option. Les contrevenants à ces lois sont passibles d'amendes et de sanctions pouvant aller jusqu'à la peine de prison. D'autres pays (l'Irlande, le Danemark) optent aussi pour la mise en place de taxes sur ces sacs afin de décourager leur utilisation ; la taxe et la réglementation sont deux outils de la politique environnementale.

La taxe envoie un signal-prix aux consommateurs afin qu'ils modifient leur comportement. En effet, en rendant le sac plus cher, le consommateur va choisir entre : utiliser le sac et payer la taxe, ou bien éviter la taxe en refusant le sac et/ou en apportant son propre emballage. L'application de cette taxe fait partie du principe pollueur-payeur, qui consiste à faire supporter au pollueur le coût externe (la pollution) de son activité. Cela se traduit par une augmentation du prix du bien en question (le sac plastique dans notre cas), et donc par une baisse de sa demande au profit d'autres emballages, ce qui conduit à en produire moins et par conséquent à diminuer la pollution. Il est clair donc que si le prix du sac plastique intègre les effets néfastes qui en résultent, il ne serait jamais gratuit. Il convient toutefois de noter que, dans la pratique, le

façon moindre pour les interdictions, les consommateurs ne feront aucun effort pour réduire l'utilisation des sacs, bien qu'ils en aient la possibilité et qu'un tel ajustement ne nécessite pas assez d'efforts, à moins, bien entendu, qu'ils soient conscients de leurs effets néfastes.

Comme nous l'avons déjà indiqué, édicter une norme ou instaurer une taxe suppose l'existence d'alternatives aux sacs plastiques, afin que les consommateurs aient la possibilité de modifier leurs comportements. Mais encore faut-il que ces alternatives soient compatibles avec chaque contexte. En ce qui nous concerne, il y a d'abord la réutilisation des sacs que l'on a déjà utilisés. Il est en effet irrationnel de jeter un sac qui peut encore servir ; ce n'est pas un déchet, puisque ce dernier se définit comme un objet qui a perdu de la valeur pour son détenteur. Or, si on se défait du sac plastique, c'est juste parce qu'on sait qu'il est gratuit.

ment, devraient être aidés et accompagnés dans de nouveaux projets de reconversion dans de nouvelles formes d'emballage, en utilisant, à cet effet, les recettes issues d'une taxe appliquée sur les sacs plastiques.

Enfin, la réutilisation des sacs, l'utilisation d'une taxe et la réhabilitation de l'usage du couffin traditionnel ainsi que d'autres emballages durables ont pleinement leur place dans une économie verte, dans laquelle le consommateur deviendra un consomm'acteur, c'est-à-dire un consommateur responsable, qui tient compte de l'environnement en pensant au devenir de ses déchets au moment même où il effectue ses achats. Cette nouvelle économie n'émergera pas par hasards, mais par des efforts individuels et collectifs, tout en faisant appel aux instruments des politiques environnementales.

\* Enseignant  
à l'Université de Béjaïa